

Publications périodiques

Comptes annuels

OCEOR LEASE REUNION

Société anonyme au capital de 7 999 915 euros.
Siège social : 32, boulevard du Chaudron, 97490 Sainte-Clothilde.
310 836 614 RCS. Saint-Denis.

Comptes annuels au 31 décembre 2017.

Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018.

I. — Bilan et hors-bilan.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
CAISSES, BANQUES CENTRALES			
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES			
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	39 628	20 987
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	24 991	22 007
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE			
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE			
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.3	4	4
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES			
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.4	321 359	269 754
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.6		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.6	5	8
AUTRES ACTIFS	3.7	31 149	8 927
COMPTES DE REGULARISATION	3.8	309	207
TOTAL DE L'ACTIF		417 445	321 894
HORS-BILAN	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	20 932	11 194
PASSIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	355 509	282 504
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE			
AUTRES PASSIFS	3.7	36 562	12 713
COMPTES DE REGULARISATION	3.8	12 126	11 960
PROVISIONS	3.9	1 275	1 275
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)			
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.10	11 974	13 443
Capital souscrit		8 000	8 000
Primes d'émission			
Réserves		3 046	3 006
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (+/-)		927	2 437
TOTAL DU PASSIF		417 445	321 894
HORS-BILAN	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	15 000	10 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	91 298	89 858

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

		Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	A	5.1	1 568	1 559
Intérêts et charges assimilées	B	5.1	-1 140	-1 557
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	C	5.2	123 290	107 253
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	D	5.2	-114 420	-95 804
Revenus des titres à revenu variable			0	0
Commissions (produits)		5.3	0	0
Commissions (charges)	E	5.3	-1 963	-1 834
Autres produits d'exploitation bancaire	F	5.4	424	372
Autres charges d'exploitation bancaire	G	5.4	-31	-42
PRODUIT NET BANCAIRE			7 728	9 948
Charges générales d'exploitation	H	5.5	-6 317	-5 615
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			-3	-4
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION			1 408	4 329
Coût du risque	I	5.6	139	67
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 547	4 396
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			1 547	4 396
Résultat exceptionnel				
Impôt sur les bénéfices	J	5.7	-619	-1 958
RESULTAT NET			927	2 437

III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels.

Note 1. Cadre général.

1.1 Océor Lease Réunion

Océor Lease Réunion est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par l'article L. 313-7 du Code monétaire et Financier.

Elle est régie par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et par l'article L. 313-7 du Code monétaire et Financier.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à Océor Lease Réunion pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société Océor Lease Réunion a opté pour le statut de société de financement (selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément).

1.2 Evénements significatifs

Aucun événement significatif n'est survenu au cours de l'exercice 2017.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun élément significatif remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2017 n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2018.

Note 2. Principes et méthodes comptables.

2.1 Principes et méthodes comptables appliqués

Les comptes individuels annuels d'Oceor Lease Réunion sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentée des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors-bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.3.2 Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

2.3.3 Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

2.3.4 Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire/dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement de l'ANC n° 2014-03 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement ANC n° 2014-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

2.3.9 TVA NPR

Compte tenu de la réforme de la TVA NPR introduite par la loi 2009 pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM), Océor Lease Réunion a retenu à partir du 1 juin 2009, pour les biens financés en crédit-bail, d'étaler l'impact de la subvention au titre de la TVA NPR, sur la durée du contrat.

2.3.10 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

— Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.

— Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.11 Impôts sur les sociétés

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également, selon les règles définies par le règlement n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal.

La société Oceor Lease Réunion est intégrée fiscalement au sein du groupe dont NATIXIS est la tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du Groupe NATIXIS est fondée sur le principe de la neutralité selon lequel chaque filiale détermine son impôt et contribue à l'impôt du Groupe comme si elle n'était pas intégrée. La charge d'impôt exigible de chaque filiale n'est pas modifiée du fait de l'intégration.

Note 3. Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Sauf mention spéciales, les montants sont renseignés en milliers d'euros.

3.1 Opérations interbancaires

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Créances à vue	39 628	20 987
<i>Comptes ordinaires</i>	39 628	20 987
Créances à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
<i>dont créances douteuses compromises</i>		
Dépréciations des créances interbancaires		
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>		
Total	39 628	20 987
PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue	896	725
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	0	0
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour</i>		
<i>Autres sommes dues</i>	896	725
Dettes à terme	354 271	281 227
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	354 271	281 227
Dettes rattachées	341	552
Total	355 509	282 504

Les dettes correspondent pour 355 395 K€ à des opérations réalisées avec le groupe.

3.2 Opérations avec la clientèle

3.2.1 Détail comparatif

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires débiteurs		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	22 688	19 672
<i>Crédits à l'équipement</i>	21 808	19 646
<i>Créances rattachées</i>	880	26
Créances douteuses	3 113	3 499
Dépréciations des créances sur la clientèle	(811)	(1 165)
Total	24 991	22 006

3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

(En milliers d'euros.)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
PME-PMI	18 834	2 760	500	576	471
Professionnels	2 381	348	310	293	269
Particuliers	593	4	1	1	1
Particuliers					
Administrations privées					
Administrations publiques et Sécurité Sociale					
Autres					
Total au 31 décembre 2017	21 808	3 113	811	869	742
Total au 31 décembre 2016	19 646	3 498	1 164	1 068	924

3.3 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Ce poste enregistre les certificats d'association des fonds de garantie des dépôts, d'un montant de 4 milliers d'euros au 31 décembre 2017 (montant inchangé par rapport au 31 décembre 2016).

(En milliers d'euros.)	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2017
Valeurs brutes	4	0	0	0	0	4
Participations et autres titres détenus à long terme	4					4
Parts dans les entreprises liées						0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Participations et autres titres à long terme						0
Parts dans les entreprises liées						0
Immobilisations financières nettes	4	0	0	0	0	4

3.4 Opérations de crédit-bail et location simple

Le tableau suivant présente les encours et les dépréciations relatives aux opérations de crédit-bail et de location simple.

(En milliers d'euros.)	31/12/2017				31/12/2016			
	Immobilier	Mobilier	Locations	Total	Immobilier	Mobilier	Locations	Total
Encours clientèle	5 899	221 575	55 575	283 048	7 463	207 432	49 358	264 253
Immobilisations en cours	0	2 790	(22)	2 767	0	3 402	0	3 402
Biens temporairement non loués	0	3 795	385	4 180	0	4 160	209	4 369
Encours douteux	0	4 136	1 300	5 436	0	4 678	1 393	6 070
Dépréciation encours douteux	0	(2 851)	(1 317)	(4 168)	0	(3 044)	(1 895)	(4 939)
Dépréciation biens non loués	0	(3 726)	(376)	(4 102)	0	(4 059)	(209)	(4 268)
Créances rattachées	0	33 447	751	34 197	0	316	550	866
Total	5 899	259 165	56 295	321 359	7 463	212 885	49 406	269 754

3.4.1 Opération de crédit-bail et location longue durée

IMMOBILISATIONS				
	Valeur brute des immos au 31/12/2016	Mouvements de l'exercice 2017		Valeur brute des immos au 31/12/2017
		Augmentations	Diminutions	
		Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions Immos	
Crédit Bail	387 435	120 096	94 067	413 465
LLD	72 255	47 694	39 279	80 670
Total	459 690	167 790	133 345	494 135

AMORTISSEMENTS / PROVISIONS					
	Montant des amorts au 31/12/2016	Mouvements de l'exercice 2017		Montant amt/prov au 31/12/2017	VNC 31/12/2017
		Augmentations	Diminutions		
Crédit Bail	169 037	84 959	70 863	183 133	230 332
LLD	22 896	20 177	17 964	25 109	55 562
Total	191 933	105 135	88 827	208 241	285 894

3.4.2 Evolution de la réserve latente

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Encours financier net	284 562	262 300
Immobilisations nettes	283 048	262 227
Réserve latente brute	1 514	73
Impôts différé	521	-24
Réserve latente nette	993	48

3.5 Détail des dépréciations

Les dépréciations des opérations avec la clientèle et des créances des opérations de crédit-bail se présentent ainsi :

(En milliers d'euros.)	Notes	01/01/2017	Dotations	Reprises Total	Utilisations	Disponibles	Transfert	31/12/2017
Opérations avec la clientèle								
Créances douteuses	3.2.1							3 114
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	3.2.1	1 165	66	(419)	419	0		811
Montant net								2 303
Opérations de crédit-bail et location simple								
Créances douteuses	3.4							5 436
Dépréciations sur opérations de CB et location simple	3.4	4 939	1 503	(2 273)	1 430	843	0	4 168
Montant net								1 267
Autres actifs								
Autres débiteurs divers	3.6							4 527
Dépréciations des autres actifs	3.6	250						250
Montant net								4 277
TOTAL Créances								13 076
TOTAL dépréciations		6 353	1 568	(2 693)	1 849	843	0	5 229

3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.6.1 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Valeurs brutes	16			16
Logiciels	16			16
Amortissements et dépréciations	16			16
Logiciels	16			16
Total valeurs nettes	0			0

3.6.2 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentations	Diminution	Autres mouvements	Diminutions	31/12/2017
Valeurs brutes	292	0	0	0	0	292
Immobilisations corporelles d'exploitation	292	0	0	0	0	292
Autres	292	0			0	292
Immobilisations hors exploitation	0	0			0	0
Amortissements et dépréciations	284	3	0	0	0	280
Immobilisations corporelles d'exploitation	284	3	0	0	0	280
Autres	284	3			0	280
Immobilisations hors exploitation	0	0			0	0
Total valeurs nettes	8	3	0	0	0	5

3.7 Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	28 829	11 168	7 477	2 164
Dépôts de garantie reçus et versés	49	28	50	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	2 270	25 367	1 650	10 549
Dépréciation	0		-250	
Total	31 149	36 562	8 927	12 713

3.8 Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance (1)		12 126		11 960
Produits à recevoir/Charges à payer	309		207	
Autres				
Total	309	12 126	207	11 960

(1) Une provision pour charges de 209 milliers d'euros a été constituée en 2007 pour couvrir les éventuelles pertes opérationnelles liées aux créances contre-garanties.

Une provision de 250 milliers d'euros a été constituée en 2015 pour couvrir le risque de non reconnaissance de la contrepartie des dossiers contre-garantie par la Banque Des Antilles Françaises.

Une provision de 275 milliers d'euros a été constituée en 2015 pour couvrir des dossiers clients en défaillance.

Dont loyers constatés d'avance au passif : 5 725 milliers d'euros en 2017 contre 5 407 milliers d'euros en 2016.

3.9 Provisions

3.9.1 Tableau de variation des provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	01/01/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2017
Provisions pour risques de contrepartie	735				735
Provisions pour engagements sociaux					
Provisions sur engagements hors-bilan					
Autres provisions pour risques	540				540
Total	1 275	0	0	0	1 275

3.9.2 Provisions pour engagements sociaux

Les salariés d'Oceor Lease Réunion ont été transférés dans le personnel de Natixis Lease dans le cadre de l'article 122-12.

3.10 Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	8 000	0	6 377	3 477	17 854
Mouvements de l'exercice	0	0	-3 371	-1 040	-4 411
Total au 31 décembre 2016	8 000	0	3 006	2 437	13 443
Variation de capital					0
Résultat de la période				927	927
Distribution de dividendes				0	0
Changement de méthode					
Affectation résultat 2016			41	-2 437	-2 396
Total au 31 décembre 2017	8 000	0	3 047	927	11 974

Le capital social d'Océor Lease Réunion est composé au 31 décembre 2017 de 66 115 actions de 121 euros entièrement détenues par Natixis Lease SA.

La réserve légale et les réserves facultatives s'élèvent respectivement à 799 et 2 246 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

3.11 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>(En milliers d'euros.)</i>	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2017
Total des emplois	84 497	102 834	192 787	5 860	0	385 978
Créances sur les établissements de crédit	39 628					39 628
Opérations avec la clientèle	2 462	5 794	13 550	3 185		24 991
Opérations de crédit-bail et de locations simples	42 407	97 040	179 237	2 675		321 359
Total des ressources	54 305	140 981	159 620	603	0	355 509
Dettes envers les établissements de crédit	54 305	140 981	159 620	603		355 509
Opérations avec la clientèle						0
Dettes représentées par un titre						0
Dettes subordonnées						0

Note 4. Informations sur le hors-bilan.

4.1 Engagements reçus et donnés

4.1.1 Engagements de financement

<i>(En milliers d'euros.)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	20 932	11 194
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	20 932	11 194
Total des engagements de financement donnés	20 932	11 194
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	15 000	10 000
Total des engagements de financement reçus	15 000	10 000

4.1.2 Engagements de garantie

<i>(En milliers d'euros.)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	91 298	89 858
Total des engagements de garantie reçus	91 298	89 858

4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors-bilan

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par Océor Lease Réunion en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Note 5. Informations sur le compte de résultat.

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>(En milliers d'euros.)</i>	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		(1 156)	(1 156)		(1 592)	(1 592)
Opérations avec la clientèle	1 568	15	1 584	1 559	36	1 595
Total	1 568	(1 140)	428	1 559	(1 557)	2

5.2 Produits et charge sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Loyers	94 199		94 199	87 115		87 115
Indemnités résiliations	445		445	80		80
Résultats de cession	3 238	(8 145)	(4 906)	2 772	(6 936)	(4 163)
Dépréciation créances douteuses	0		0	0		0
Reprise de provisions sur créances douteuses	1 594		1 594	2 009		2 009
Dotation aux provisions sur créances douteuses	(1 390)		(1 390)	(699)		(699)
Pertes sur créances irrécouvrables	(1 015)		(1 015)	(1 054)		(1 054)
Dépréciation biens non loués	128	(689)	(561)	417	607	1 024
Amortissement		(84 270)	(84 270)		(76 311)	(76 311)
Autres produits et charges	3 718	(831)	2 886	4 179	(882)	3 297
Reprise de provisions pour risques et charges	0		0	0		0
Dotation aux provisions pour risques et charges		0	0		(200)	(200)
Quote-part de subventions	16		16	55		55
Opérations de crédit-bail	100 933	-93 935	6 998	94 875	-83 721	11 154
Loyers	13 653		13 653	10 358		10 358
Indemnités résiliations	73		73	1 095		1 095
Résultats de cession	7 957	(270)	7 688	1 652	(436)	1 216
Pertes sur créances irrécouvrables	(250)		(250)	(195)		(195)
Dépréciation créances douteuses	608		608	(956)		(956)
Amortissement	0	(20 177)	(20 177)	0	(11 616)	(11 616)
Autres produits et charges	315	(38)	277	424	(31)	393
Opérations de locations	22 357	(20 485)	1 873	12 378	(12 083)	295
Total	123 290	(114 420)	8 871	107 253	(95 804)	11 449

5.3 Commissions

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle			0			0
Engagements hors-bilan		(1 963)	(1 963)		(1 834)	(1 834)
Autres commissions			0			0
Total	0	(1 963)	(1 963)	0	(1 834)	(1 834)

5.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Refacturations de charges et produits bancaires						
Autres produits et charges accessoires	424	(31)	392	372	(42)	331
Total	424	(31)	392	372	(42)	331

5.5 Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements	0	0
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Impôts et taxes liés aux rémunérations	0	0
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	(135)	(219)
Autres charges générales d'exploitation	(6 182)	(5 396)
Total des autres charges d'exploitation	(6 317)	(5 615)
Total	(6 317)	(5 615)

La refacturation des charges générales d'exploitation Natixis Lease est de 5 917 milliers d'euros en 2017.

5.6 Coût du risque

Le tableau ci-dessous présente le coût du risque relatif aux crédits clientèle et aux débiteurs divers hors exploitation. Il inclut également la provision pour risque d'exécution de l'engagement de reprise du groupe Caillé.

(En milliers d'euros.)	AU 31/12/2017					AU 31/12/2016			
	Dotations	Reprises	Perte sur créance irrécouvrable	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations									
Clientèle	(66)	419	(231)	16	139	(1 561)	1 629	0	67
Débiteurs divers									
Provisions									
Risque exécution engagement Caillé									
Total	(66)	419		16	139	(1 561)	1 629	0	67

5.7 Impôt sur les bénéfices

Oceor Lease Réunion est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par NATIXIS.

Bases imposables aux taux de	33,33 %	TOTAL
Au titre du résultat courant	1 547	1 547
Au titre du résultat exceptionnel	1 547	1 547
Imputations des déficits		0
Réintégrations et déductions diverses		312
Bases imposables		1 858
Impôt correspondant		619
Contribution sociale		0
Régularisation sur impôt		
Impôt comptabilisé		619

Note 6. Autres informations.

6.1 Consolidation

Les comptes individuels d'Océor Lease Réunion sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros.)	KPMG Audit	
	Exercice 2017	Exercice 2016
	Montant (HT)	Montant (HT)
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	64	62

6.3 Rémunération des organes d'administration et de Direction

Il n'a pas été versé de jetons de présence aux organes d'administration et de Direction au cours de l'exercice.

IV. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 d'un montant de 927 114,15 €, de la manière suivante :

. Bénéfice de l'exercice 2017	927 114,15 €
. Report à nouveau	729,50 €
Total disponible	927 843,65 €
. Dividende (soit 14,00 € par action)	925 610,00 €
. Report à nouveau	2 233,65 €
Total affecté	927 843,65 €

L'assemblée générale constate que le dividende unitaire, pour l'année 2017, est de 14,00 € (*) pour chacune des 66 115 actions.

Il sera mis en paiement à compter de la présente assemblée.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

EXERCICE	Dividende net (*)
2014	14,08 € par action
2015	103,59 € par action
2016	36,24 € par action

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

V. — Extrait du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OCEOR LEASE REUNION S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

La note 2.3.5 « Opérations de crédit-bail et de locations simples » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location simple.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Comme indiqué dans les notes 2.3.3 « Créances douteuses », 2.3.4 « Dépréciation » et 2.3.5 « Opérations de crédit-bail et de locations simples » de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture des dépréciations déterminées sur base individuelle.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce ou par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 mai 2018,
KPMG S.A.,
Marie-Christine Jolys,
Associée.

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.